

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Kriminologie = Revue suisse de criminologie = Rivista svizzera di criminologia = Swiss Journal of Criminology

Herausgeber: Schweizerische Arbeitsgruppe für Kriminologie

Band: 2 (2003)

Heft: 1

Rubrik: Ces jeunes qui nous font peur = Jugendliche, die uns Angst machen

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ces jeunes qui nous font peur¹

Force est de constater que la peur en tant que telle n'a pas été thématisée. Il fut plutôt question de ce qui provoque la peur, à savoir: lesdites «incivilités» et la violence.

Les «incivilités», notion qui renvoie à la théorie de la tolérance zéro, ne sont pas systématiquement synonymes d'infractions, ne font donc pas systématiquement l'objet de poursuites pénales. Si, cependant, elles peuvent être subsumées sous une norme pénale (comme les graffitis par exemple), elles entrent dans la catégorie de la petite délinquance (Bagatelldelinquenz). Ces incivilités font peur parce qu'elles sont visibles et par là semblent remettre en question les modes de fonctionnement de nos sociétés.

Il a certes été question de la violence psychique et physique des jeunes entre eux, de celles des adultes envers les enfants, le contraire étant plutôt rare, et de la violence institutionnelle. Et pourtant à aucun moment on n'a tenté de définir ce qu'on entend par violence.

Vient maintenant le temps de remarquer que les directeurs de prison doivent se faire violence pour accueillir des jeunes tellement violents qu'il faut contenir leur violence dans une cellule fermée qui, à son tour, exerce une terrible violence sur le corps de ces jeunes en devenir.

Se pourrait-il donc que la violence engendre la violence?

La violence fut aussi le thème central de la dernière table ronde. Et il devint clair que:

- La jeunesse ne peut pas être définie qu'à travers la perception très négative des actes de violence d'une petite minorité (environ 5%);
- Ces jeunes, dont la phase violente peut n'être que passagère (la délinquance n'est pas un fatalisme comme l'a souligné le pédiatre), ont droit à autre chose qu'un passage en cellule sans autre forme d'accompagnement.

Durant cette même table ronde un appel a été lancé, invitant la Justice ainsi que ses corollaires et la Politique à mieux communiquer.

Le cloisonnement entre:

- Le monde de la Politique qui peut faire

siennes les demandes de la société (plus de sécurité par exemple) mais aussi s'engager pour une meilleure gestion des problèmes et débloquent des crédits afin que soient mises en pratique des décisions remontant à des décennies;

- Le monde des médias qui, en se focalisant sur les faits divers graves, alimente un climat de peur latent et;
- Le monde de la Justice, qui aime prendre ses décisions à l'ombre des rumeurs publiques participe à l'entretien du sentiment de peur diffuse de nos sociétés.

Il semblerait que jusqu'à ce jour chacune des parties présentes ait fait confiance à l'autre pour résoudre des questions qui, intrinsèquement, sont communes: *comment répondre à des comportements problématiques qui remettent en cause la paix sociale ou peuvent constituer une menace pour l'intégrité psychique et/ou corporelle?*

La Justice était et est encore appelée à trancher là où en amont tout a échoué (parents, école, intervenants sociaux, éducateurs...). À elle de trouver une solution. En cas d'actes violents elle est souvent acculée et se voit contrainte d'enfermer le problème entre les quatre murs d'une cellule d'où peuvent retentir les appels au secours du détenu/retenue mais qui fait disparaître de la place publique, et donc du regard des autres, celui qui fait peur.

Comment sortir de ce cercle vicieux et libérer le corps contenu?

Sans faire sauter le cloisonnement décrit plus haut il ne sera pas possible de faire sauter les verrous des cellules.

Mais où est le jeune (qui fait peur) dans toutes les réflexions qui précèdent?

On parle de lui, de son non-respect du monde normatif des adultes pouvant appartenir à une culture qui n'est pas la sienne, de sa violence

¹ Réflexions d'une participante au congrès du Groupe «Réformes en matière pénale» de Caritas-Suisse: Délinquance juvénile: faut-il avoir peur des jeunes? (19-20 sept. 2002, Zurich).

qui peut faire peur. Mais on ne sait pas vraiment qui il est, ce qu'il a peut-être envie de dire à des adultes dont la violence du discours et de l'intervention peut dépasser celle dont il a fait preuve.

Où est l'espace de parole nécessaire pour rétablir un équilibre précaire toujours menacé par une violence sous-jacente?

Qui est son défenseur, son avocat au sens large du terme?

Où est le thérapeute susceptible d'entendre sa souffrance?

Que dire de la victime nominale dont la propre souffrance ne peut guère être calmée par le tapage médiatique fait autour de la violence des jeunes?

En œuvrant pour une politique d'ouverture:

- Rendant le travail de la Justice plus visible;

- Cessant de fermer les yeux sur les situations les plus difficiles;
- Ayant recours à des procédures claires où mesures et peines peuvent se côtoyer sous forme d'un dualisme fructueux;
- Renforçant les droits des jeunes.

peut-être sera-t-il possible de dé-diaboliser cette peur provoquée par les actes de violence des jeunes qui sont souvent le reflet de la société dans laquelle ils vivent et dont nous sommes tous membres.

Et veillons à ce que le secret de la cellule ne devienne pas le pendant de la discrétion de la Justice devant fuir le tapage médiatique.

Anne-Marie KLOPP

Criminologue

Humboldtstrasse 19 A

D-40237 DÜSSELDORF

E-Mail: kloppefk@aol.com

Jugendliche, die uns Angst machen²

Es gilt festzustellen, dass zu keiner Zeit die Angst als solche zur Sprache gekommen ist. Es wurden vielmehr angsterzeugende Verhaltensweisen angesprochen, wie die so genannten «incivilités» (unzivilisierte Handlungen) und die Gewalt.

Diese unzivilisierten Handlungen – ein Begriff, der aus dem Amerikanischen stammt und mit der «zero-tolerance»-Theorie in Verbindung gebracht wird – sind an sich keine Straftaten und werden daher auch nicht zwingend strafrechtlich verfolgt. Wenn sie dennoch als solche betrachtet werden (man denke zum Beispiel an die Graffitis), werden sie zur Bagatellkriminalität gezählt. Diese unzivilisierten Handlungen lösen Angst aus, weil sie sichtbar und in aller Öffentlichkeit begangen werden und damit die öffentliche und gesellschaftliche Ordnung in Frage stellen.

Sicher ist die Frage der Gewalt von Jugendlichen gegen Jugendliche, von Erwachsenen gegen Kinder (umgekehrt kommt sie selten vor) zur Sprache gekommen. Und trotzdem ist zu keinem Augenblick versucht worden, zu klären, was unter Gewalt verstanden wird.

Hier muss auch angemerkt werden, dass Anstaltsleiter sich Gewalt antun müssen, wenn sie solch gewalttätige Jugendliche aufnehmen und gerade wegen ihrer Gewalttätigkeit in eine Zelle einschliessen müssen, was wiederum eine schreckliche Gewalt gegen diese Jugendliche in der Entwicklung ist.

Könnte es sein, dass hier Gewalt wieder Gewalt erzeugt?

Die Gewalt war auch das Kernthema der Abschlussdiskussion. Und es wurde deutlich, dass:

- die Jugend nicht allein durch die sehr negative Wahrnehmung der Gewalttaten einer Minderheit von ihnen (ca. 5%) definiert werden kann;
- diese Jugendlichen, deren Gewalt durchaus vorübergehend sein kann (Gewalt ist kein Fatalismus, wie es der Kinderarzt betonte), ein Recht darauf haben, nicht nur in einer Zelle ohne jegliche Begleitung eingesperrt zu werden.

Während desselben Abschlussgesprächs wurden die Justiz und ihre Fachkreise sowie die Politik aufgefordert, besser miteinander ins Gespräch zu kommen.

Die Abschottung zwischen:

- der Welt der Politik, welche die Forderungen der Gesellschaft (zum Beispiel von mehr Sicherheit) für sich als Thema wählen kann, sich aber auch für eine bessere Problembewältigung stark machen und mehr Geld zur Verfügung stellen kann, um vor Jahrzehnten getroffene Entscheidungen endlich in der Praxis zum Tragen kommen zu lassen;
- der Welt der Medien, die durch die Konzentration auf schwere Straftaten, ein Klima der latenten Angst erzeugt;
- der Welt der Justiz, die es liebt, ihre Entscheidungen in aller Ruhe – abgeschieden vom öffentlichen Lärm – zu treffen;

trägt zu einem unterschwellig vorhandenen Angstgefühl in unseren Gesellschaften bei.

Es scheint als habe bis heute sich jeder dieser Beteiligten auf die jeweils anderen verlassen, um die im Grunde gleiche Problemstellung zu lösen: *Wie gehen wir mit Verhaltensweisen um, die einerseits den sozialen Frieden und andererseits die physische und psychische Unversehrtheit bedrohen?*

Die Justiz ist nach wie vor aufgefordert, da zu handeln, wo alle anderen im Vorfeld versagt haben (Eltern, Schule, Erziehung, Jugendhilfe ...). Die Justiz muss eine Lösung finden. Im Falle von Gewalt sieht sie sich oft in der Sackgasse und dazu gezwungen, das «Problem» in den vier Wänden einer Zelle einzusperren. Aus dieser Enge hört man dann die Hilferufe des eingeschlossenen Menschen, der aus dem öffentlichen Raum verschwunden ist und damit auch den Blicken der anderen Menschen entzogen ist, denen er Angst macht.

Wie können wir aus diesem Teufelskreis ausbrechen und den eingeschlossenen Menschen befreien?

² Nachbetrachtungen einer Teilnehmerin an der Tagung der Fachgruppe «Reformen im Strafwesen» der Caritas-Schweiz: *Jugendliche, die uns Angst machen. Was bringt das Jugendstrafrecht?* (19.–20. Sept. 2002, Zürich).

Ohne diese gegenseitige Abschottung aufzusprengen, können auch keine Zzellenschlösser aufgesprengt werden.

Aber welchen Platz hat der Jugendliche (der Angst macht) bei diesen vorgetragenen Betrachtungen?

Wir sprechen über ihn: darüber dass er die Normenwelt der Erwachsenen nicht einhält, die möglicherweise einer Kultur angehören, die nicht die seine ist; darüber, dass seine Gewalt Angst macht. Wir wissen aber nicht, wer er wirklich ist, was er den Erwachsenen sagen will, deren Gewalt in ihrem Austausch mit ihm seine Gewalt sogar übersteigen kann.

Wo ist der Platz für das notwendige Gespräch miteinander, das für die Wiederherstellung des unsicheren, von der unterschwelligen Gewalt bedrohten Gleichgewichts notwendig ist?

Wer ist sein Verteidiger, sein Anwalt im weit verstandenen Sinn?

Wo ist der empfindsame Therapeut, der sein Leiden versteht?

Nicht zu vergessen das Opfer, dessen Leid durch das Getöse der Medien um die Jugendgewalt kaum gelindert wird.

Es braucht eine Politik der Öffnung, die:

- die Arbeit der Justiz sichtbarer macht;
- aufhört, vor den schwierigsten Situationen die Augen zu verschliessen;
- auf klare Verfahren Bezug nimmt, bei denen Massnahmen und Strafen Früchte tragend miteinander verbunden werden;
- die Rechte der Jugendlichen bestärkt.

Dann wird es vielleicht möglich werden, das Verschweigen und Verteufeln dieser Angst zu bekämpfen – einer Angst, erzeugt durch die Gewalttaten von Jugendlichen, die ein Spiegelbild unserer Gesellschaft sind, in der sie, aber auch wir leben.

Und sorgen wir dafür, dass das Schweigen in der Zelle nicht zum Pendant der Verschwiegenheit der Justiz wird, die dem Kanonendonner der Medien entfliehen muss.

Anne-Marie KLOPP

Kriminologin

Humboldtstrasse 19 A

D-40237 DÜSSELDORF

E-Mail: kloppfka@aol.com